



## Réunion des États parties

Distr. limitée  
17 juin 2008  
Français  
Original : anglais

### Dix-huitième réunion

New York, 13-20 juin 2008

### Projet de décision relative à la répartition des sièges à la Commission et au Tribunal

*La Réunion des États parties,*

*Rappelant* qu'il incombe à tous les États parties de remplir de bonne foi les obligations qu'ils ont assumées aux termes de la Convention,

*Rappelant en outre* la décision SPLOS/163 datée du 10 juillet 2007, adoptée pendant la dix-septième réunion des États parties à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, tenue à New York le 14 juin et du 18 au 22 juin 2007,

*Reconnaissant* l'augmentation considérable du nombre des États parties d'Afrique et d'Asie, en particulier, et prenant la présente décision pour assurer une représentation géographique plus équitable et plus certaine à la Commission des limites du plateau continental et au Tribunal international du droit de la mer,

*Ayant examiné* les deux propositions communes des États parties d'Afrique et d'Asie visant à ce que la répartition des sièges à la Commission des limites du plateau continental et au Tribunal international du droit de la mer tienne compte de l'augmentation du nombre des États parties (voir le document SPLOS/163, annexes I et II),

*Décide* que :

a) La répartition des sièges à la Commission des limites du plateau continental doit être conforme aux dispositions pertinentes de la Convention, étant entendu qu'aucun groupe régional ne pourra avoir moins de trois sièges; les membres de la Commission sont élus de la manière suivante :

- i) Cinq membres plus un sont élus dans le Groupe des États d'Afrique;
- ii) Cinq membres plus un sont élus dans le Groupe des États d'Asie;
- iii) Trois membres sont élus dans le Groupe des États d'Europe orientale;
- iv) Quatre membres sont élus dans le Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes;
- v) Trois membres sont élus dans le Groupe des États d'Europe occidentale et autres États;



vi) Le siège supplémentaire des groupes des États d'Afrique et d'Asie à la Commission est attribué par roulement. Ainsi, l'Asie occupera six sièges à l'issue des prochaines élections à la Commission, puis ce sera le tour de l'Afrique d'occuper six sièges à l'issue des élections suivantes, et ainsi de suite.

b) La répartition des sièges au Tribunal international du droit de la mer doit être conforme aux dispositions pertinentes de la Convention, étant entendu qu'aucun groupe régional ne pourra avoir moins de trois sièges; les membres du Tribunal sont élus de la manière suivante :

i) Cinq juges plus un sont élus dans le Groupe des États d'Afrique;

ii) Cinq juges plus un sont élus dans le Groupe des États d'Asie;

iii) Trois juges sont élus dans le Groupe des États d'Europe orientale;

iv) Quatre juges sont élus dans le Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes;

v) Trois juges sont élus dans le Groupe des États d'Europe occidentale et autres États;

vi) Le siège supplémentaire des groupes des États d'Afrique et d'Asie au Tribunal est attribué par roulement. Ainsi, l'Asie occupera six sièges à l'issue des prochaines élections au Tribunal, puis ce sera le tour de l'Afrique d'occuper six sièges à l'issue des élections suivantes, et ainsi de suite.

c) Les dispositions ci-dessus s'appliquent aux futures élections, sans préjuger des éventuelles dispositions nouvelles que la croissance proportionnelle de tel ou tel groupe régional pourrait rendre nécessaires.

---